



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue Général de Gaulle
CS90254
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 31/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ADDIPLAST S.A.

Z.I. de Campine
43620 Saint-Pal-De-Mons

Références : UiD4243-EAR-25-288
Code AIOT : 0005600255

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement ADDIPLAST S.A. implanté Z.I. de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 17/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En préambule de l'inspection, une réunion s'est tenue au sein de l'entreprise Addiplast. Étaient présent en plus de l'exploitant, madame Céline OULIER de Bureau Veritas, le capitaine Aymeric VOLUT et le lieutenant Xavier BOUCHET du SDIS 43.

Cette réunion avait pour but de présenter les éléments du dossier de cas par cas qui doit être déposé d'ici septembre 2025 et d'avoir des avis du SDIS et de l'inspection pour pouvoir vérifier que les hypothèses prises en compte par l'exploitant étaient cohérentes avec la réalité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADDIPLAST S.A.

- Z.I. de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons
- Code AIOT : 0005600255
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

ADDIPLAST est une société spécialisée dans le compoundage. Son activité consiste à transformer des granulés plastiques en y apportant des caractéristiques spécifiques (couleur, résistance, élasticité,...)

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 10	Sans objet
2	Rejets d'eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 5.5	Sans objet
3	Déchets	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions contrôlées sont respectées par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La défense intérieure contre l'incendie sera conforme aux règles de l'A.P.S.A.D. et comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum conformes aux normes, à raison d'un appareil pour 200 m², avec un minimum d'un par niveau ; - des extincteurs appropriés aux risques particuliers. <p>Tous les extincteurs doivent être facilement accessibles et utilisables par le personnel de l'établissement. Ils sont maintenus en bon état de fonctionnement et vérifiés au moins une fois par an.</p> <ul style="list-style-type: none"> - des robinets d'incendie armés de 19/6, 25/8 ou 33/12 mm, conformes aux normes NF EN671-1 et NF S 62-201, de manière à ce que tout point puisse être atteint par un jet de lance. Ceux-ci devront, en outre, être placés à proximité immédiate des issues. <p>La défense extérieure contre l'incendie sera assurée par les poteaux incendies et la réserve incendie de 2 500 m³ présents sur la zone industrielle. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique des extincteurs et des RIA daté du 23 mai 2025.</p>

Des opérations de maintenances ont été réalisées pour corriger les défauts constatés.
Lors de la visite, par échantillonnage, il a été constaté que les extincteurs et les RIA rencontrés étaient indiqués, visibles, accessibles et en bon état.
Les poteaux incendie et la réserve incendie de 2 500 m ³ ont été aperçus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets d'eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement avant rejet, permettant de respecter les valeurs limites suivantes (contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur l'effluent brut non décanté et non filtré) sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.</p> <p>Les eaux avant rejet devront respecter les caractéristiques maximales suivantes :</p> <p>Débit : 1,5 m³/h Ph : compris entre 5,5 et 8,5 Température : inférieure à 30 °C MEST < 150 mg/l DCO < 700 mg/l Hydrocarbures < 15 mg/l Azote kjeldahl < 40 mg/l</p> <p>Les rejets seront exempts d'éléments toxiques et de dérivés halogénés, de composés cycliques, de tout élément qui contribuerait à favoriser la manifestation d'odeurs, de saveurs ou de colorations anormales autres que celles des pigments minéraux utilisés au sein de l'entreprise.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport d'analyse réalisé par Eurofins daté du 21 août 2024.</p> <p>Tous les paramètres étaient conformes à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre évacuation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre du Code de l'environnement, titre 1er du livre V. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés pendant trois ans. (...).</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation</p>

<p>précise et une quantification de tous les déchets générés par ses activités.</p> <p>Pour chaque enlèvement les renseignements minimums suivants seront consignés sur un registre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nature et composition du déchet (fiche d'identification) ; - quantité enlevée ; - date d'enlèvement ; - nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé ; - destination du déchet (éliminateur) ; - nature de l'élimination effectuée. <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un registre de suivi d'évacuation des déchets pour la période de mars à juin 2025.</p> <p>Ce registre comportait les renseignements définis par la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>